

Un parti politique pour l'Europe

Le *Parti Fédéraliste Européen* est le bras actif de tous ceux qui veulent **transformer l'Europe par le fédéralisme**. Nous ne sommes ni un think-tank, ni un mouvement associatif, mais un parti qui agit sur la scène politique et présente des candidats aux élections.

Le seul parti politique européen

Dès sa création, **le mouvement s'est pensé à l'échelle européenne**, contrairement aux autres partis européens qui ne sont que des confédérations de partis nationaux. Le *Parti Fédéraliste Européen* défend, partout en Europe, le même programme sous la même bannière. Aujourd'hui, **nous avons des adhérents dans une douzaine d'Etats de l'UE**.

Une liberté de parole

Nous sommes partisan d'un militantisme politique dynamique qui allie à la fois **analyses pertinentes et critiques acérées, prises de position courageuses et actions électorales de terrain**. Partisan d'une pensée politique sans concession, le *Parti Fédéraliste Européen* n'est en aucun cas un défenseur inconditionnel des institutions et des politiques européennes.

Mobiliser l'opinion européenne pour agir

Nous pensons qu'aujourd'hui, seule **une action politique menée à l'échelle de l'Europe** pourra être efficace pour atteindre nos objectifs. Aucun gouvernement aussi pro-européen soit-il ne pourra à lui seul faire bouger les choses en Europe.

Un mouvement de citoyens

Femmes et hommes, de toutes origines sociales et politiques, nous consacrons une partie de notre temps à l'action politique. Nos qualifications professionnelles en économie, dans les matières juridiques, sociales, culturelles, scientifiques ou industrielles, nous permettent d'entreprendre **une réflexion de qualité et de proposer des solutions crédibles**.

Nous œuvrons pour nos convictions et la mise en place de solutions concrètes **pour améliorer le quotidien de tous nos concitoyens européens**.

LE CONSTAT :

Il n'y a pas un, mais plusieurs projets européens

Une page politique s'est récemment tournée sur notre continent. Le vieux clivage qui opposait anti et pro européen n'existe plus. Aujourd'hui, tous les partis politiques sont plus ou moins adeptes de l'Europe, même s'il existe de grandes différences entre les points de vue.

En effet, il y a un fossé entre ceux qui veulent une Europe fédérale réunissant les Etats fondateurs, ceux qui veulent la même chose mais encore élargie vers l'Est, ceux qui se satisfont de l'organisation actuelle et enfin les tenants du minimum, c'est-à-dire l'euro et une coopération entre Etats, voire de simples projets communs.

Les Européens sont majoritairement européistes

Ces nouveaux clivages politiques trouvent leur logique dans le fait qu'aujourd'hui de nombreux Européens pensent que seuls des « États-Unis d'Europe » seront capables de peser sur la scène internationale, de nous libérer de la domination américano-chinoise, de faire face à la mondialisation et de sauvegarder le modèle social européen.

Plus récemment, la crise économique de 2008 et la crise migratoire actuelle a rendu plus urgente pour les citoyens, la construction d'une Europe politique. Enfin, les Européens de la zone euro sont très attachés à leur monnaie commune.

L'Europe n'est toujours pas démocratique

Malgré tout, comment ne pas nourrir un certain euroscepticisme ? Les citoyens sont tenus à l'écart du débat européen, confisqué par les Gouvernements et la Commission européenne. De son côté, le Parlement européen, seule institution représentant directement les citoyens n'a pas assez de pouvoir.

De plus, le fonctionnement de l'Europe est trop complexe. Les Traités qui organisent la coopération entre les gouvernements des États de l'UE forment un système opaque, lourd, technocratique. Seuls les lobbies et les multinationales tirent avantage de cette situation au dépens de nous, les citoyens Européens.

L'Europe, une cause politique qui conteste la légitimité des Etats

Comme le souligne Ulrike Guérot⁽¹⁾ – universitaire allemande – l'intégration européenne n'est ni neutre ni pacifique. C'est une révolution populaire qui place le citoyen européen dans un mouvement de contestation de l'ordre étatique établi.

Le combat européen, est une façon de remettre en cause la gestion défailante de l'Etat central traditionnel. L'Etat-Nation par son incapacité fondamentale à transférer des pouvoirs au niveau européen, est aujourd'hui impuissant à résorber les crises, notamment celle financière de 2008 et migratoire actuelle. Il échoue également à prendre les mesures adéquates qui calmeraient les peurs liées à la mondialisation : concurrence économique, délocalisations, migrations, perte d'identité.

Un nouveau citoyen pour nouvelle Europe

Pour paraphraser Julien Benda dans sa « Lettre à la Nation européenne », l'Europe ne se réalisera ni avec des quotas, des directives ou des institutions. L'Europe se construira avec des impératifs intellectuels et moraux élevés. Des exigences fortes de justice, de vérité, d'égalité et de liberté.

De même qu'un tel projet ne peut être porté que par des femmes et des hommes qui auront dépassé une vision nationale de la politique, des militants capables de définir et de se battre pour un intérêt général européen.

Affirmer son particularisme à la face du monde

Le projet européen porte en lui une singularité. Nous croyons en un fonds culturel européen et en une civilisation européenne qu'il convient de défendre.

Le moment est venu de faire de l'Europe un véritable Etat et d'en redéfinir les contours autour d'un noyau fédéral. Sans réaction, l'Europe sera diluée, son histoire engloutie et nous ses citoyens nous sombrerons dans le néant.

Faire de l'Europe, une superpuissance mondiale

L'Union Européenne s'avère indispensable pour défendre les intérêts de ses citoyens au niveau mondial face à des géants économiques et démographiques que sont la *Chine*, les *États-Unis*, l'*Inde* ou même le *Brésil*. Afin que l'UE pèse dans les sommets internationaux et dans les grandes décisions, il est impératif de procéder à une plus grande intégration de ses membres.

C'est pourquoi, le fédéralisme permet la prise en charge de certains domaines par l'UE pour que celle-ci mette en œuvre des **politiques globales cohérentes** qui renforceront l'économie du continent dans son ensemble.

L'Europe ne doit gérer que quelques compétences

A titre d'exemple, la fiscalité du travail doit converger, ou bien une véritable stratégie économique offensive doit être élaborée afin de **défendre dans le monde entier les intérêts de tous les Européens**. C'est ce que font naturellement les États-Unis ou même les Chinois.

Pour cela, la mise en commun des moyens à l'échelle européenne doit concerner au moins la **diplomatie**, la **défense** et les grandes lignes de la **politique économique et sociale**.

L'office de l'UE, **Europol**, doit aussi être radicalement transformée en « FBI européen » pour traquer les grands criminels, les terroristes, les trafics en tous genres ou enquêter sur certaines affaires judiciaires. **Frontex**, simple agence de coordination doit se transformer en véritable police européenne aux frontières et avoir les moyens de faire respecter une politique migratoire européenne unique.

Repenser la démocratie

Dans ce processus, **il est impératif que les citoyens soient directement impliqués**. C'est à dire qu'il faut amener **plus de démocratie dans le fonctionnement européen**. C'est ce que permet un **fédéralisme institutionnel**.

Par exemple, cela se concrétise par l'élection du **président Européen au suffrage universel direct**. Le Parlement doit se doter de davantage de pouvoirs dans les domaines cités ci-dessus. Il serait composé de deux chambres, l'une représentant les citoyens européens, l'autre les Etats fédérés au sein de l'UE.

Adapter le rôle de l'Etat

Ensuite vient l'État qui incarnait jusqu'à présent la souveraineté d'un peuple. Par son ancrage politique, économique et culturel il est un échelon indispensable pour servir d'intermédiaire entre l'UE et les régions. C'est la vision d'une **Europe Fédérale à 3 échelons**, les États devenant un relais de pouvoir essentiel entre régions et Europe

C'est votre Europe !

Les Pays composant l'Union Européenne ne peuvent plus aujourd'hui faire face seuls aux défis du 21ème siècle. Le programme du Parti Fédéraliste Européen apporte une réponse à cette situation.

Objectif 1 : Construire une démocratie forte de 500 millions d'habitants.

Une démocratie où la décision appartient aux citoyens avec un parlement européen élu directement et un gouvernement responsable devant ce parlement. Cette démocratie garantira le bien-être des citoyens européens, la justice sociale, les libertés individuelles, la qualité de la vie et la sécurité pour tous. Elle respectera la diversité des cultures et des langues des pays qui la composent.

Nous proposons une Constitution lisible pour tous qui se substituera à la complexité des traités existants : elle garantira les droits essentiels des citoyens . Le Parlement sera composé de deux chambres : l'une composée des députés représentant les citoyens et l'autre représentant les États membres.

La Constitution définira les attributions au niveau local, national et fédéral en privilégiant au maximum la proximité avec les citoyens. Les citoyens européens devront être associés à la rédaction de cette constitution. La Constitution Fédérale devra faire l'objet d'un référendum européen, se déroulant simultanément dans chaque pays selon une procédure unique. Elle sera considérée comme adoptée dans les pays où la majorité des électeurs se sera prononcée en sa faveur en réunissant le tiers des électeurs ayant le droit de vote.

Objectif 2 : Construire une économie dynamique pour l'emploi des européens.

Il faut un marché du travail européen unique en faisant converger la reconnaissance des qualifications professionnelles et les systèmes de protection sociale (famille, santé, retraite...). Il faut favoriser les petites et moyennes entreprises en leur permettant d'évoluer sur le marché européen et d'être présentes à l'exportation avec l'aide des institutions financières fédérales.

Pour l'industrie européenne, il faut préserver les secteurs stratégiques qui devront être accompagnés par une politique définie au niveau fédéral, tout en respectant les principes de libre concurrence. Dans la compétition économique mondiale, l'Europe veillera au respect des standards concernant la sécurité, les conditions de travail, le respect des droits humains et les principes de justice sociale afin d'exclure toute concurrence déloyale.

Objectif 3 : Assurer la justice sociale pour tous.

Avoir la garantie du meilleur niveau de protection sociale est une attente légitime des citoyens européens face au développement de l'économie globalisée. Un budget fédéral doit permettre une solidarité pour faire face aux accidents économiques et maintenir une cohésion territoriale. Il jouera le rôle de stabilisateur au travers d'un système européen d'indemnisation du chômage ou d'un «revenu inconditionnel de base» pour tous.

Objectif 4 : Promotion d'une qualité de vie européenne.

Garantir la possibilité d'accès de chaque citoyen européen à un haut niveau d'éducation. Favoriser la reconnaissance mutuelle des diplômes et les échanges d'étudiants et d'élèves

Gérer l'accès aux ressources énergétiques et mettre l'énergie à la disposition des citoyens à un coût supportable, promouvoir la recherche et l'innovation.

Avoir une politique européenne de coopération et d'échanges de bonnes pratiques en matière de protection de l'environnement.

Objectif 5 : La sécurité en Europe.

L'influence de l'Europe s'est affaiblie et elle n'est pas audible, s'agissant des conflits armés qui agitent le monde. Il en va de même pour les conflits commerciaux, le changement climatique, la crise financière internationale, l'évasion fiscale. Seule l'Europe Fédérale peut apporter une contribution à la résolution de ces problèmes.

Il faut une politique étrangère commune, une politique de défense et de sécurité commune ; une armée unique, un commandement centralisé et un service de renseignement unique. Une police fédérale luttera contre les crimes tels que le terrorisme, le crime organisé, le trafic d'êtres humains et l'évasion fiscale internationale. La Fédération demandera un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU, à l'OMC et à la Banque mondiale.

Une politique d'immigration doit être définie : un contrôle par une police des frontières fédérales, des règles communes en matière d'immigration, mais aussi une politique d'accueil humaniste respectant le droit d'asile, dont la charge doit être assumée au niveau fédéral ; en même temps, il faut développer une politique de coopération avec les pays sources d'immigration.

Objectif 6 : Établir des finances saines.

Seul un gouvernement fédéral pourra définir une politique de croissance économique et assurer la stabilité et la prospérité de l'Europe. Un budget européen disposant de ses ressources propres (comme une taxe sur les transactions financières, une TVA fédérale ...) pourra financer des politiques environnementales, industrielles, de recherche et d'infrastructures de transport. Une harmonisation et une simplification de la taxation doit être recherchée. Une union bancaire sera mise en place, jouant le rôle de régulateur. La BCE doit émettre la monnaie, favoriser la croissance en maîtrisant l'inflation et veiller à ce que les taux d'intérêts bas profitent aux citoyens.

Objectif 7 : Une communauté de citoyens européens riche de sa diversité.

Une nationalité européenne sera créée. Ainsi, le droit de vote et d'éligibilité sera accordé au citoyen européen pour toutes les élections de l'État membre dans lequel il réside. La diversité des langues sera reconnue et l'enseignement de plusieurs langues sera encouragé : les divers documents administratifs des États membres seront disponibles dans une traduction anglaise.

Les échanges de toute nature entre citoyens des États membres seront développés. Une station de radio-télévision européenne sera créée. Un statut de parti politique européen sera défini pour permettre l'expression directe des citoyens sur les problèmes européens.

Production, emploi et croissance

Les Fédéralistes veulent favoriser les PME-PMI

1- Nous voulons simplifier la réglementation européenne concernant la création d'entreprises, alléger les procédures fiscales et faciliter la délivrance de permis d'exploitation.

2 – Nous mobiliserons la banque centrale européenne et la banque d'investissement européenne pour faciliter l'accès au marché monétaire des petites et moyennes entreprises.

3 – Nous créerons des plates-formes de coopération entre les entreprises européennes permettant d'atteindre une masse critique pour mieux investir dans la recherche et le développement et mieux placer l'économie

européenne dans la compétition mondiale.

4 – Les formalités concernant l’emploi entre pays membres de l’UE et pays tiers doivent être simplifiés, tout en s’assurant que les petites et moyennes entreprises tirent profit du marché interne.

Les Fédéralistes veulent une industrie solide et innovante

5 – Nous appuierons le développement des entreprises européennes au moyen d’une politique industrielle ambitieuse notamment dans les secteurs de l’énergie, de l’aérospatial, du transport et de la santé.

6 – Nous voulons faire des entreprises européennes des champions industriels, compétitifs et bien placés sur les marchés mondiaux. Cette démarche sera conduite en accordant une attention toute particulière aux intérêts du consommateur européen, notamment en termes de qualité et de prix tout en favorisant la protection environnementale, l’éducation et les nouvelles technologies.

7 – Nous veillerons à protéger les industries européennes lors des prises de contrôle d’investisseurs, voire à les interdire si les projets représentent des menaces pour la recherche et la sauvegarde de la technologie européenne.

Les Fédéralistes veulent créer directement des emplois en Europe

8 – Nous créerons un budget européen qui pourra directement financer des programmes d’investissement dans de nombreux domaines (transports, rail transeuropéen, réseaux d’énergie, santé, recherche, science, technologie...) avec à la clé la création de centaines de milliers d’emplois.

9 – Nous favoriserons la mobilité pour certaines catégories de travailleurs en levant les obstacles pour les personnes effectuant des missions ou cherchant un emploi dans un pays de l’Union tout en sanctuarisant le niveau de protection sociale.

10 – Nous accélérerons et simplifierons la reconnaissance des qualifications professionnelles. De la même façon, nous créerons un fond de mobilité sociale qui réduira les coûts d’expatriation.

11 – Nous favoriserons la coopération entre jeunes et personnes plus âgées pour faciliter le transfert du savoir faire et contribuer au développement du personnel jeune.

12 – Nous créerons une agence européenne de coordination de la protection sociale qui assurera la transférabilité des droits sociaux et des pensions pour les citoyens vivant et travaillant en Europe tout au long de leur vie.

Les Fédéralistes veilleront à établir une immigration responsable

13 – Nous privilégierons une approche pragmatique pour accorder le nombre de migrants aux capacités d’accueil de l’Europe. Nous leur garantirons une vie décente tout en exigeant le respect du système politique, démocratique et des valeurs européennes. Les lois sur l’immigration devront être établies sur des bases de règles communes avec une mise en application stricte et effective.

14 – Nous donnerons priorité à la stabilisation et au développement des pays voisins en particulier de la Méditerranée et de l’Est pour améliorer les standards de vie et les institutions démocratiques.

Les Fédéralistes favoriseront le commerce dans le respect des consommateurs, des travailleurs et des entrepreneurs

15 – Nous renforcerons dans nos accords commerciaux le respect des standards de sécurité et le respect des conditions de travail décentes dans les pays producteurs, du respect des droits humains et de la justice sociale ainsi que le respect des droits de la propriété industrielle.

Dans un même temps, les procédures de règlement des conflits commerciaux ne devront pas limiter la capacité de l’Europe à ériger des réglementations établissant un haut niveau de protection en matière de santé et d’environnement.

16 – Nous réduirons les coûts de production pour promouvoir les technologies et atteindre un meilleur rapport qualité prix pour le consommateur en accroissant au sein du marché intérieur la liberté de fourniture des biens et des services : électricité, communication, services financiers.

Agriculture, énergie, environnement.

Les Fédéralistes veulent une énergie renouvelable à des tarifs abordables pour tous

17 – Nous définirons la mixité des sources d'énergie au niveau européen et la réalisation du marché de l'énergie en finançant des réseaux et un maillage transfrontaliers pour stabiliser ou faire baisser les coûts de l'énergie pour les ménages et les entreprises.

18 – Nous favoriserons par une politique de recherche approfondie et à large spectre, l'innovation, en prenant en compte les nouveaux développements pour assurer une énergie renouvelable à coût réel, générant une économie durable pour nos concitoyens

19 – Nous accélérerons le déploiement de technologies à basse émission de carbone. Cela implique des nouvelles normes internes sur l'efficacité et des objectifs ambitieux sur la réduction des émissions.

20 – Nous veillerons à assurer l'approvisionnement en matières premières requises pour la fabrication de produits à haute technologie qui sera plus facile à mettre en place au niveau européen.

21 – Les Fédéralistes favoriseront les énergies renouvelables et feront la promotion d'une meilleure protection environnementale en mutualisant les politiques en Europe : pollution de l'eau de l'air et des déchets.

22 – Une large place sera faite à la protection animale s'agissant notamment des conditions d'élevage ou de transport.

Une agriculture à la pointe du progrès et respectueuse de l'environnement

23 – Les Fédéralistes réorienteront la Politique Agricole Commune en faveur des petites et moyennes exploitations agricoles tout en luttant contre la concurrence intra-européenne par les coûts salariaux.

24 – Nous développerons une agriculture plus respectueuse de l'environnement et nous intensifierons les contrôles sanitaires.

Un système financier européen au service de la croissance et du développement

Les Fédéralistes veulent une banque centrale publique au service des Européens

25 – Nous mettrons fin au financement exclusif des Etats par le secteur bancaire privé en mettant en place une Banque centrale publique européenne et un Trésor européen.

26 – Nous voulons une banque centrale européenne qui favorise la croissance, qui crée de l'emploi et combat l'inflation. La Banque Centrale Européenne sera prêteur en dernier ressort et pourra fournir de la monnaie aux états membres en émettant des obligations monétaires. Elle orientera la politique monétaire de la zone euro et les taux d'intérêts.

27 – Nous mettrons en place une veille démocratique sur les budgets des États par un régulateur européen pour s'assurer que les états membres ne génèrent pas des montants de dettes incontrôlés.

28 – Nous mettrons en place un mécanisme européen de résolution de crise et un système européen d'assurance des dépôts de telle façon que les finances des États membres ne soient plus assujetties uniquement au sauvetage des banques privées.

29 – Nous séparerons les banques d'investissement des banques d'épargne de façon à éviter que l'épargne des citoyens soit placée dans des investissements risqués.

Les Fédéralistes veulent un budget européen de solidarité et de justice

30 – Nous réduirons les disparités entre peuple et régions d'Europe par un budget qui œuvrera pour une plus grande cohésion territoriale et sociale.

31 – Nous mettrons en place un système de solidarité au niveau européen qui prendra en charge un système d'indemnisation du chômage et un revenu inconditionnel de base pour chaque citoyen européen.

32 – Nous rétablirons des finances saines pour vaincre la récession en mettant en place un budget européen qui permettra de réaliser des investissements dynamiques facteurs de croissance permettant dans un même temps aux Etats membres de se désendetter.

Les Fédéralistes veulent une fiscalité pour combattre les délocalisations et l'évasion fiscale

33 – Les Fédéralistes feront en sorte que l'Europe dispose de ressources fiscales propres. Nous mettrons en place une taxe sur les transactions financières et dans le champ environnemental. Certains impôts nationaux seront remplacés par des impôts européens comme la TVA européenne ou une taxe sur les sociétés opérant à l'échelle de l'UE.

34 – Nous mettrons fin au dumping social en harmonisant la taxation des sociétés en Europe que nous harmoniserons et simplifierons.

35 – Nous établirons un système commun de taxation sur les sociétés, de taxation de la consommation et d'impôt sur le revenu, ce qui réduira l'évasion fiscale et supprimera la compétition fiscale entre les États membres.

36 – Nous autoriserons les Régions Ultra Périphériques, à titre dérogatoire à commercer avec les pays tiers pour faire baisser le coût de la vie et développer l'économie locale.

Des retraites et un système de santé basé sur la justice sociale

Les Fédéralistes garantiront les différents systèmes de retraites européens sur des bases communes.

37 – Nous mettrons en place un vaste plan des dépenses sociales ciblées et d'investissements pour assurer à la fois bien-être et compétitivité.

38 – Nous mettrons en place des standards sociaux minimum : un revenu minimum basé sur le coût de la vie et des conditions de travail décentes. Nous veillerons à réduire par le haut les grandes différences entre les protections sociales entre les différentes régions de l'UE.

39 – Nous renforcerons la solidarité européenne en sanctuarisant les programmes d'aide alimentaire, destinés notamment aux associations caritatives.

Une police et une justice européennes

40 – Les Fédéralistes institueront une police fédérale pour s'attaquer à certains crimes : terrorisme, trafic de drogue, d'arme, trafic humain, évasion fiscale.

41 – Nous instaurerons un procureur fédéral et des cours criminelles chargés de juger ces crimes.

42 – Nous mettrons en place aux frontières une police européenne des frontières, en charge de la surveillance des côtes et des limites territoriales.

43 – Nous œuvrerons pour une réelle protection juridique des citoyens européens, ce qui implique que les droits du citoyen soient garantis de façon uniforme dans tous les pays membres de l'Union Européenne.

Éducation et culture, un effort pour la jeunesse

44 – Nous favoriserons les échanges d'étudiants et de jeunes professionnels dans l'éducation, les sports et la culture. Nous favoriserons également l'excellence dans la recherche et la connaissance par une reconnaissance mutuelle accrue des diplômes.

45 – Nous créerons des écoles professionnelles européennes et des universités dans certains secteurs spécifiques. Nous accroîtrons le nombre de bourses disponibles pour les étudiants européens et étrangers de manière à attirer les meilleurs élèves et chercheurs dans les universités européennes.

46 – Nous œuvrerons pour permettre aux jeunes adultes travailleurs d'accéder, pendant une période de six mois, à un emploi dans des entreprises européennes, sur le modèle du programme Erasmus.

47 – Nous mettrons en place un service civil européen pour favoriser la solidarité et la compréhension entre

Européens dès le plus jeune âge. Nous ferons la promotion de la compréhension de l'Histoire européenne et des principes démocratiques.

48 – Nous créerons un statut d'association européenne pour aider une société civile européenne de plus en plus active partout en Europe.

49 – Nous mettrons en place une station de radio publique européenne participative couvrant toute l'UE.

50 – Les Fédéralistes protégeront toutes les cultures et les identités européennes. Nous ferons respecter la diversité des langues, des religions ou de la non-croyance, des cultures et des libertés individuelles dans tous ses aspects et dont la protection sera placée sous l'égide de la CEDH.

51 – Nous nous engageons au maintien officiel des différentes langues nationales et régionales dans l'union européenne. Nous favoriserons l'enseignement dans les états membres des diverses langues européennes.

Une démocratie et des institutions renouvelées

52 – Les Fédéralistes renforceront la participation du citoyen à la vie politique européenne en étendant le champ d'application des référendums (Initiative Citoyenne Européenne) et en assouplissant ses conditions de mise en œuvre. Si plus d'un million d'Européens signe pour une initiative, le Parlement européen devra se prononcer directement sur une telle proposition.

53 – Nous réunirons une assemblée constituante chargée de rédiger une constitution européenne. Elle sera simple et transparente, fixera notamment les droits essentiels de chaque citoyen, la répartition des responsabilités entre les gouvernements locaux nationaux et européens et la création d'institutions responsables et transparentes. Elle devra être ratifiée par un référendum populaire paneuropéen.

54 – Nous créerons un gouvernement européen dirigé par un président élu au suffrage universel et responsable devant un Parlement bicaméral. Une chambre représentera les citoyens européens l'autre représentera les Etats membres. Le Parlement européen aura le droit d'initiative en matière législative.

55 – Nous créerons une nationalité et une citoyenneté européenne donnant droit de vote à chaque élection, européenne, nationale ou locale. Nous déclarerons férié pour l'Europe le 9 mai.

Une voix européenne unique et puissante pour un monde plus sûr.

56 – Nous créerons un corps diplomatique européen pleinement intégré sur la base du Service Européen d'Action Extérieure avec à sa tête un Ministre des Affaires étrangères. La voix de l'Europe sur la scène internationale sera claire, puissante et respectée.

57 – Nous créerons une armée unique avec un commandement centralisé qui jouera un rôle central au sein de l'OTAN. Nous augmenterons l'interopérabilité des différents corps. Nous favoriserons la recherche et le développement en nous appuyant sur l'expertise que chaque État et réduirons ainsi les coûts de la politique de défense et des budgets militaires.

58 – Nous créerons un service de renseignement unique avec des moyens modernes et performants ainsi que des forces de réactions rapides et d'interventions humanitaires.

59 – Nous établirons un siège européen unique au sein des institutions internationales comme le Conseil de sécurité de l'ONU ou la Banque Mondiale.

60 – Nous mettrons en place une politique d'asile commune dont les coûts seront mutualisés et nous veillerons à mieux répartir le fardeau de l'accueil des réfugiés.

En France, **le millefeuille administratif est devenu une usine à gaz**. Souvent, les prérogatives des échelons administratifs (**Union Européenne, État, région, département, EPCI** (métropole, communauté de communes, commune, etc) empiètent les unes sur les autres. Les **politiques publiques sont moins efficaces**, moins lisibles et gonflent inutilement le niveau des dépenses et donc de la fiscalité.

Certains échelons administratifs doivent donc être supprimés. D'autres au contraire doivent être renforcés, ceux dont le périmètre d'action apparaît comme le plus adapté pour gérer telle ou telle compétence. C'est le principe fondateur du **fédéralisme**. Simplifié, l'ensemble des **institutions politiques** pourra prendre des mesures davantage adaptées, faciles à mettre en œuvre et plus efficaces.

Renforcer la région, nouveau lieu d'exécution du pouvoir

Le rôle des régions est de répondre au plus près aux besoins de ses citoyens. Le Parti Fédéraliste Européen défend l'idée qu'elle doit être la clé de la **politique locale**. La région doit pouvoir écrire ses propres lois dans une gamme de domaines à définir.

Pour se donner les moyens de ses ambitions sans dépendre du bon vouloir du pouvoir central de *Paris*, elle récupérerait par exemple l'intégralité ou une grande partie des impôts directs comme la TVA, la TICPE etc. Cela lui permettrait de financer ses infrastructures de transport, de subventionner des pôles de compétitivité qu'elle aura identifiés, de décider elle-même de zones franches pour les entreprises, de définir ses propres règles d'urbanisme, de préserver les services publics là où elle le juge nécessaire, etc

C'est parce que la région connaît mieux les besoins de ses citoyens et de son économie locale que l'État, qu'elle doit devenir le principal gestionnaire de la vie sociale et économique.

Chaque région est très différente et nécessite donc des solutions différentes que l'État ne peut pas offrir. On n'apporte pas les mêmes solutions aux *Hauts-de-France*, région en reconversion, qu'à la *Corse*, insulaire et rurale ou qu'à la région *Auvergne-Rhône-Alpes*, qui vit de son industrie, de la recherche et du tourisme.

Les disparités territoriales en France nécessitent des solutions adaptées. Par exemple, **le chômage n'atteint pas les mêmes niveaux selon les régions**, ni n'a la même nature en raison de l'hétérogénéité économique du territoire. Dès lors, **une réponse unique et globale, appliquée indifféremment à telle ou telle région paraît vaine**.

Enfin, **la fonction de préfet, représentant direct du pouvoir parisien en région, et non soumise à élection, doit disparaître**.

Supprimer le département, collectivité territoriale obsolète

Avec des régions aux pouvoirs renforcés, **le département, apparaît dès lors comme obsolète**. En France, les départements ne sont plus liés – ils ne l'ont même jamais été – à des particularismes culturels ou économiques. En *Auvergne-Rhône-Alpes* les incohérences sont flagrantes. Il y a deux départements pour un seul territoire homogène culturellement et économiquement : la *Savoie*. L'agglomération de Lyon empiète sur deux, voire, trois départements différents. L'*Ain* est tiraillé entre *Genève* et *Lyon*, *Valence* se situe à cheval entre *Ardèche* et *Drôme*, pour ne prendre que des exemples dans cette région.

Toutes les compétences actuelles du département peuvent être facilement redistribuées à la région et aux EPCI. Les collèges seront gérés par la même collectivité que les lycées, c'est-à-dire la région, les dépenses sociales également, ainsi que tout le réseau de transport qu'il soit ferré, routier ou même fluvial.

Encourager l'EPCI, échelon de gestion des villes modernes

Les EPCI (Établissement public de coopération intercommunale) sont amenés à prendre progressivement la place **des communes**. **En France les communes sont petites** (en moyenne 1 700 habitants en France contre 4 000 dans l'UE). **Leur territoire et leurs équipements, ne sont pas en adéquation avec la vie sociale, culturelle et économique des Français**. Qui peut prétendre n'avoir jamais quitté sa commune de résidence pour aller travailler, faire ses courses ou tout simplement se rendre à son club de sport ? Pas grand monde.

Il est donc **nécessaire de mutualiser les moyens de toutes les communes d'un bassin de vie** et de réduire d'autant le nombre d'élus nécessaires pour l'administrer, au bénéfice d'une plus grande efficacité et d'économies immédiates.

Il est étonnant que la **France compte encore 36 000 communes**. C'est près de la moitié de toutes les communes de l'Union Européenne pour seulement 16 % de la population. A titres d'exemples, les *États-Unis* comptent également 36 000 communes, mais pour... 300 millions d'habitants. L'*Allemagne* n'en a que 12 000, soit trois fois moins que la France !

Et pour chaque commune, comme pour le département, **c'est autant d'élus à entretenir**. Plutôt que de permettre à nos élus de devenir des cumulards, il est impératif de réduire le nombre des fonctions.

Combattre les freins à ces changements

Dans une France des baronnies, les élus de tous bords s'accrochent à leurs nombreux mandats comme on s'accrocherait à la vie. Dans ce contexte, il est très difficile de réformer. C'est pourquoi le Parti Fédéraliste Européen lors de sa fondation s'est donné comme objectif de défendre une organisation territoriale plus efficace pour la France et pour l'Europe.

Le fédéralisme n'est pas une idéologie de plus. **C'est une vision pragmatique de l'organisation géographique et politique** qui permet de répondre aux plus près des attentes des citoyens et des entreprises avec une efficacité administrative et financière optimale. Ce système politique très ancien a fait ses preuves dans de nombreux pays comme la *Suisse*, l'*Allemagne*, les *États-Unis* et de nombreux autres pays à travers le monde.

La France, avec son système centralisé sur Paris, apparaît désormais bien seule dans son modèle archaïque qui nous démontre tous les jours les limites dans son fonctionnement.

Dans le contexte actuel de crise qui n'épargne pas notre pays, la rationalisation de nos échelons administratifs est une solution qui nous ferait économiser beaucoup, tout en nous dotant d'outils efficaces pour relancer l'économie.

Enfin, c'est une réforme que nombre d'acteurs économiques, politiques ou associatifs réclament.